

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 10 octobre 1996, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "déterminant le montant des droits et redevances perçus en application de la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions", a donné le 5 mars 1997 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 10 oktober 1996 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot bepaling van het bedrag van de rechten en retributies die geheven worden in toepassing van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in het dragen van wapens en op de handel in munitie", heeft op 5 maart 1997 het volgend advies gegeven :

Examen du projet

Intitulé

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Préambule

1. Il convient de rédiger le premier alinéa de la manière suivante :

"Vu la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions, notamment l'article 28, alinéa 3, remplacé par la loi du 30 janvier 1991;".

2. Les deuxième, troisième et quatrième alinéas seront supprimés du préambule, ne constituant pas la base légale du projet.

3. Le préambule doit comporter la mention expresse de l'avis de l'inspecteur des Finances et de l'accord du ministre du Budget. A cet effet, un alinéa 2 et un alinéa 3 seront insérés, rédigés comme suit :

.../...

"Vu l'avis de l'inspecteur des Finances, donné le 1er juillet 1996;

Vu l'accord du ministre du Budget, donné le 21 novembre 1996;".

Dispositif

Article 1er

La disposition doit être omise; lorsque les mots "l'arrêté" apparaîtront pour la première fois, dans le texte en projet, il suffira d'écrire : "l'arrêté royal du 20 septembre 1991 exécutant la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions, ci-après dénommé "l'arrêté"".

Article 2

1. Le texte néerlandais de l'article 2, alinéa 1er, du projet serait mieux rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

2. En vertu de l'article 2, A, 4º, et B, 4º, du projet, les personnes ayant comme activité "la gravure, le bronzage ou le garnissage d'armes de guerre, de défense, de chasse et de sport ou de panoplie", devront payer des droits et redevances pour obtenir l'agrément.

.../...

L'article 1er, § 1er, de la loi du 3 janvier 1933, précitée, prévoit que sont seules soumises à l'agrément, les personnes qui fabriquent, réparent, stockent, font le commerce ou le courtage des armes à feu, des pièces de ces armes ou des munitions. Dans une circulaire coordonnée du 30 octobre 1995 relative à l'application des dispositions légales et réglementaires relatives aux armes, il a été précisé que "l'activité de fabrication comprend celle de bronzage, de gravure, de garnissage ou toute opération similaire mécanique ou manuelle".

Eu égard à cette interprétation, on ne voit, dès lors, pas pourquoi l'article 2, A et B, du projet, opère une distinction entre l'activité de fabrication et celle de la gravure, du bronzage et du garnissage.

Il ressort de l'avis de l'inspecteur des Finances du 1er juillet 1996, "qu'un droit réduit est introduit pour les armuriers d'art". Faut-il, dès lors, comprendre que les armuriers d'art sont soumis à un double agrément en tant qu'armurier et en tant qu'armurier d'art ?

A ce propos, le fonctionnaire délégué a déclaré ce qui suit :

"Concernant les armuriers artisans, qui, par la nature de leurs activités, sont également à considérer comme des armuriers soumis à agrément, il est bien évident qu'il ne leur faut qu'un seul agrément. Cette interprétation a été suivie dès l'entrée en vigueur de la loi. La grande différence avec les armuriers "réguliers" est que leur activité est limitée à la phase finale de la fabrication de certaines armes uniquement et que, dès lors, cette activité a une importance

.../...

économique très limitée. En outre, ces artisans ne sont armuriers qu'à titre accessoire. Cela justifie un montant réduit par rapport aux autres armuriers (comme les collectionneurs de munitions doivent payer moins que les collectionneurs d'armes).".

3. Sous réserve de ces observations, le texte néerlandais de l'alinéa 2 devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 3

1. Au début de l'article, il faut écrire :

"Art. 2 Sous réserve de l'article 14 de la loi du 3 janvier 1933, les droits et les redevances ...".

2. Le texte néerlandais du 3^o devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent.

3. Dans le texte français du 5^o, mieux vaut écrire :

"5^o pour une autorisation de possession d'un dépôt servant exclusivement à des munitions ...".

.../...

Article 4

1. L'alinéa 1er prévoit que :

"Les personnes intéressées ayant leur domicile à l'étranger et ayant une résidence en Belgique, doivent se procurer ou se faire procurer ces timbres fiscaux en Belgique. Les personnes n'ayant ni domicile, ni résidence en Belgique, sont cependant exemptées du paiement de droits et de redevances."

La disposition ne tend pas à éviter une double imposition. Elle crée, en réalité, à l'égard des personnes ayant un domicile ou une résidence en Belgique une discrimination qui n'est pas proportionnelle au but poursuivi. Le cas échéant, les personnes n'ayant ni domicile, ni résidence en Belgique pourraient s'acquitter de ces droits et redevances autrement que par l'apposition de timbres fiscaux.

Le texte doit être revu en conséquence.

2. En vertu de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du projet, "1000 francs" sont versés auprès de "l'administration communale concernée".

L'article 6, § 1er, alinéa 1er, de la loi du 3 janvier 1933, précitée, prévoit cependant que l'autorisation de détention d'une arme à feu de défense est délivrée par le chef de corps de la police communale ou, à défaut, par le commandant de la brigade de gendarmerie du domicile du requérant.

.../...

De l'accord du fonctionnaire délégué, il convient, dès lors, de préciser que l'administration communale "concernée" est celle du domicile du requérant.

3. Par ailleurs, le sens de l'alinéa 3 n'est pas clair.

Article 5

1. Le texte néerlandais des alinéas 1er, 2, 4 et 5 devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

2. En outre, il y a, à la fin de l'alinéa 5 une discordance entre le texte français où il s'agit d'"une nouvelle demande" et le texte néerlandais où il est question de "een nieuwe aanvraag en een nieuwe uitreiking".

3. A l'alinéa 6, il faut écrire : "L'immatriculation en vue de la détention d'une arme à feu et la délivrance ...".

Article 6

Le fonctionnaire délégué a précisé que les armes en question sont des armes personnelles, achetées par des

.../...

magistrats estimant en avoir besoin pour leur défense personnelle.

Il n'appartient pas au Roi de déterminer dans quelles conditions un membre du ministère public ou un juge d'instruction peuvent détenir ou porter une arme à feu de défense.

En revanche, le Roi peut établir des exemptions de redevances pour des raisons objectivement justifiées.

Le texte en projet doit faire apparaître que l'obtention d'une autorisation peut être gratuite lorsque le membre du ministère public et le juge d'instruction détiennent ou portent une arme à feu de défense pour les besoins du service.

Sous réserve de ces observations, le texte néerlandais des paragraphes 1er et 2 devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Onderzoek van het ontwerp

Opschrift

Men schrijve "met toepassing van" in plaats van "in toepassing van".

Aanhef

1. Het eerste lid behoort als volgt te worden gesteld :

"Gelet op de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie, inzonderheid op artikel 28, derde lid, vervangen bij de wet van 30 januari 1991;"

2. Het tweede, derde en vierde lid moeten vervallen, omdat ze niet de rechtsgrond van het ontwerp vormen.

3. Het advies van de inspecteur van Financiën en de akkoordbevinding van de Minister van Begroting moeten uitdrukkelijk in de aanhef worden vermeld. Daartoe behoren een tweede en derde lid te worden ingevoegd, luidende :

"Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 1 juli 1996;

.../...

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting van 21 november 1996;".

Bepalend gedeelte

Artikel 1

De bepaling moet vervallen. Wanneer de woorden "het besluit" voor het eerst in de ontworpen tekst worden vermeld, is het voldoende te schrijven : "het koninklijk besluit van 20 september 1991 tot uitvoering van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie, hierna te noemen "het besluit"".

Artikel 2

1. In het eerste lid vervange men het woord "aflevering" door het woord "uitreiking".

2. Krachtens artikel 2, A, 4°, en B, 4°, van het ontwerp zullen de personen met als activiteit "het verbronzen, graveren of versieren van oorlogs- of verweerwapens, jacht- en sportwapens of wapens voor wapenrekken" rechten en retributies moeten betalen om de erkenning te krijgen.

.../...

Artikel 1, § 1, van de voormelde wet van 3 januari 1933 bepaalt dat alleen de personen die vuurwapens, onderdelen van vuurwapens of munitie vervaardigen, herstellen, opslaan, daarin handel drijven of optreden in de handel daarin, een erkenning moeten hebben. In een gecoördineerde omzendbrief van 30 oktober 1995 betreffende de toepassing van de wettelijke en reglementaire bepalingen inzake wapens staat het volgende : "De activiteit van het vervaardigen (kan ook bestaan) in het bronzen, het graveren en het versieren of enige gelijkaardige mechanische of manuele handeling."

Gelet op die interpretatie is het derhalve niet duidelijk waarom artikel 2, A en B, van het ontwerp een onderscheid maakt tussen de activiteit van het vervaardigen en die van het graveren, het bronzen en het versieren.

In het advies van de inspecteur van Financiën van 1 juli 1996 staat : "un droit réduit est introduit pour les armuriers d'art". Betekent dit dus dat wapenmakers een dubbele erkenning moeten hebben : één als gewone wapenhandelaar/wapenfabrikant en één als wapenmaker ?

In dat verband heeft de gemachtigde ambtenaar het volgende verklaard :

"Concernant les armuriers artisans, qui, par la nature de leurs activités, sont également à considérer comme des armuriers soumis à agrément, il est bien évident qu'il ne leur faut qu'un seul agrément. Cette interprétation a été suivie dès l'entrée en vigueur de la loi. La grande différence avec les armuriers "réguliers" est que leur activité est limitée à la

.../...

phase finale de la fabrication de certaines armes uniquement et que, dès lors, cette activité a une importance économique très limitée. En outre, ces artisans ne sont armuriers qu'à titre accessoire. Cela justifie un montant réduit par rapport aux autres armuriers (comme les collectionneurs de munitions^o doivent payer moins que les collectionneurs d'armes).".

3. Onder voorbehoud van de zoëven gemaakte opmerkingen schrijve men in het tweede lid, A, 1^o, :

"1^o indien ze betrekking heeft op het vervaardigen, herstellen, opslaan, verhandelen van of makelen in munitie en verweerwapens, jacht- en sportwapens of wapens voor wapenrekken : ...".

De onderdelen A, 2^o en 3^o, en 3, 2^o, zouden mutatis mutandis op dezelfde wijze gesteld moeten worden.

In 4^o moet het woord "verbronzen", dat ongebruikelijk is, vervangen worden door "bronzen".

Artikel 3

1. Aan het begin van het artikel schrijve men :

"Art. 2 Onder voorbehoud van artikel 14 van de wet van 3 januari 1933, worden de rechten en retributies ...".

.../...

2. In 3° schrijve men "vernieuwing" in plaats van "hernieuwing".

3. In de Franse versie van 5° zou het beter zijn te schrijven :

"5° pour une autorisation de possession d'un dépôt servant exclusivement à des munitions ...".

Artikel 4

1. Het eerste lid bepaalt :

"De betrokken personen die hun woonplaats in het buitenland hebben, en een verblijfplaats in België, moeten deze fiscale zegels in België aankopen of laten aankopen. De personen zonder woon- of verblijfplaats in België zijn evenwel vrijgesteld van de betaling van rechten en retributies.".

De bepaling heeft niet tot doel een dubbele heffing te voorkomen. In werkelijkheid creëert ze ten aanzien van de personen met een woon- of verblijfplaats in België een discriminatie die niet in verhouding staat tot het beoogde doel. De personen zonder woon- of verblijfplaats in België zouden die rechten en retributies eventueel op een andere manier kunnen betalen dan door middel van belastingzegels.

De tekst behoort in die zin te worden herzien.

.../...

2. Krachtens artikel 4, tweede lid, 1^o, van het ontwerp, wordt "1000 frank" betaald bij "het betrokken gemeentebestuur".

Artikel 6, § 1, eerste lid, van de voormelde wet van 3 januari 1933 bepaalt evenwel dat de vergunning tot het voorhanden hebben van een verweervuurwapen wordt verleend door de korpschef van de gemeentepolitie of, wanneer er geen is, door de commandant van de rijkswachtbrigade van de woonplaats van de verzoeker.

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat derhalve moet worden verduidelijkt dat het "betrokken" gemeentebestuur dat van de woonplaats van de verzoeker is.

3. Bovendien is de betekenis van het derde lid onduidelijk.

Artikel 5

1. In het eerste lid behoort het woord "bekomen" te worden vervangen door het woord "verkregen".

2. In het tweede lid schrijve men "afwijzing" in plaats van "weigering".

.../...

3. Het zou beter zijn het vierde lid als volgt te stellen :

"Ze zijn niet verschuldigd wanneer het adres vermeld op een erkenning of vergunning moet worden gewijzigd en het nieuwe adres op hetzelfde grondgebied ligt als dat van de overheid die ze heeft uitgereikt."

4. In het vijfde lid moeten de woorden "de aanvraag en de uitreiking" worden vervangen door de woorden "de oorspronkelijke aanvraag en uitreiking".

5. Bovendien is er aan het einde van het vijfde lid een discrepantie tussen de Nederlandse tekst, waar sprake is van "een nieuwe aanvraag en een nieuwe uitreiking" en de Franse tekst, die het alleen heeft over "une nouvelle demande".

6. In het zesde lid schrijve men : "De inschrijving met het oog op het voorhanden hebben van een vuurwapen en de afgifte ... van een wapen of van een getuigschrift van inschrijving ...".

Artikel 6

De gemachtigde ambtenaar heeft toegelicht dat het gaat om persoonlijke wapens, aangekocht door magistraten die

.../...

oordelen dat ze die nodig hebben om zich te kunnen verdedigen.

Het is niet de taak van de Koning te bepalen in welke omstandigheden een lid van het openbaar ministerie of een onderzoeksrechter een verweervuurwapen voorhanden kan hebben of kan dragen.

De Koning kan evenwel vrijstelling van retributies voorschrijven als daarvoor objectieve redenen worden opgegeven.

Uit de ontworpen tekst moet blijken dat een vergunning gratis kan worden verkregen, wanneer het lid van het openbaar ministerie en de onderzoeksrechter om dienstredenen een verweervuurwapen voorhanden hebben of dragen.

Onder voorbehoud van deze opmerkingen schrijve men in paragraaf 1, tweede lid, "sportschietbaan" in plaats van "sportschietstand", overeenkomstig de terminologie gebezigd in artikel 17, tweede lid, 1^o, van het voornoemde besluit van 20 september 1991.

In de ontworpen paragraaf 2 zou het beter zijn de woorden "het openhouden van een museum of het bezit van een verzameling" te vervangen door de woorden "het houden van een museum of een verzameling".

La chambre était composée de

Messieurs J.-J. STRYCKMANS,
de Heren

Y. KREINS,
P. LIENARDY,

J. van COMPERNOLLE,
J.-M. FAVRESSE,

Madame J. GIELISSEN,
Mevrouw

De kamer was samengesteld uit

président,
voorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
M. J. REGNIER, premier auditeur.
La note du Bureau de coordination
a été rédigée et exposée par
Mme P. VANDERNACHT, référendaire
adjoint.

Het verslag werd uit-
gebracht door de H. J. REGNIER,
eerste auditeur. De nota van het
Coördinatiebureau werd op-
gesteld en toegelicht door
Mevr. P. VANDERNACHT, adjunct-
referendaris.

La concordance entre la
version française et la ver-
sion néerlandaise a été véri-
fiée sous le contrôle de
M. J.-J. STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. J.-J. STRYCKMANS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN

J.-J. STRYCKMANS